

## L'ÉDUCATION

## L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE—LES REMPLACEMENTS EFFECTUÉS AU SEIN DE L'ADMINISTRATION MINISTÉRIELLE

**M. Roland de Corneille (Eglinton—Lawrence):** Monsieur le Président, à cause de la fermeture des universités et des collèges de Toronto par les administrateurs, les chargés de cours et les étudiants en guise de protestation, le groupe d'étude du parti libéral entreprend une tournée de trois semaines au Canada pour trouver les mesures d'urgence que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour juguler la crise grave qui perturbe l'enseignement supérieur.

Pourquoi le gouvernement a-t-il remplacé à deux reprises, en l'espace de deux ans, les personnes chargées de l'enseignement postsecondaire? Nous en sommes maintenant à notre troisième secrétaire d'État (M. Crombie) et à notre troisième sous-ministre également. Étaient-ils tous incompetents ou étaient-ils gênés de voir le gouvernement trahir notre jeunesse et compromettre l'avenir de notre pays?

Le gouvernement n'a-t-il rien de mieux à offrir à plus de un million d'étudiants et professeurs de nos collèges et de nos universités que ces compressions dans la formule des paiements de transfert, que ce blocage des prêts aux étudiants et que cet autre projet de conférence qui lui permettrait de gagner du temps?

\* \* \*

## LES DÉPUTÉS

## L'UTILISATION DE LA GRIFFE DE FRANCHISE PAR DES DÉPUTÉS NÉO-DÉMOCRATES

**M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest):** Monsieur le Président, un ancien néo-démocrate, M. Anguish, a déclaré à la Chambre le 15 décembre 1982 que lorsqu'on utilise la griffe de franchise d'un député:

... il faut le faire de façon à sauvegarder l'honneur de cette institution. Ce qui n'est pas le cas quand un député se sert de ses privilèges parlementaires, surtout la franchise du courrier, pour envoyer des lettres à saveur politique.

Comme d'habitude, le Nouveau parti démocratique change son fusil d'épaule dès que pareil abus est commis par des députés néo-démocrates, soit ceux de Skeena (M. Fulton), de New Westminster—Coquitlam (M<sup>me</sup> Jewett), de Cowichan—Malahat—Les Îles (M. Manly), de Vancouver—Est (M<sup>me</sup> Mitchell), de Kamloops—Shuswap (M. Riis), de Burnaby (M. Robinson), de Comox—Powell River (M. Skelly) et de Vancouver—Kingsway (M. Waddell). Tous ces députés ont signé une lettre écrite de toute évidence à des fins de propagande électorale pour les élections de la Colombie-Britannique, sur du papier à tête de la Chambre des communes, et ils l'ont expédiée collectivement, en franchise, en Colombie-Britannique.

## Article 21 du Règlement

## VIA RAIL

## LA NÉCESSITÉ DE REMPLACER LES WAGONS DE PASSAGERS

**M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan):** Monsieur le Président, mardi dernier j'ai eu l'occasion de rencontrer plus de un millier de travailleurs de l'usine de matériel ferroviaire Can Car de Thunder Bay. Ils appartiennent au syndicat canadien des travailleurs de l'automobile ou à l'Union internationale des employés professionnels et de bureau. Ils m'ont demandé d'envoyer un message au premier ministre (M. Mulroney). Ils estiment qu'il est important que le Canada, en tant que nation, remplace les wagons de passagers de VIA Rail par de nouveaux wagons ultramodernes, à deux étages. Ils considèrent qu'un réseau VIA revitalisé est essentiel à l'économie canadienne.

Ils savent également que leurs emplois dépendent des fonds que VIA pourra obtenir pour commander des wagons à deux étages. Onze cent emplois à l'usine Can Car de Thunder Bay, et d'autres chez Bombardier, dépendent des fonds que le gouvernement voudra bien accorder à VIA pour remplacer son matériel roulant.

• (1415)

Je demande au ministre des Transports (M. Crosbie) et à ses collègues du Cabinet d'annoncer immédiatement le déblocage de fonds pour ce projet.

\* \* \*

## L'ASSURANCE-CHÔMAGE

## LA COMMISSION FORGET—LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est):** Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour m'opposer aux recommandations que contient, semble-t-il, le rapport de la Commission Forget. Nos renseignements prouvent de façon conclusive que le gouvernement fédéral tente de concert avec cette commission de démunir les gens mêmes dont les besoins sont les plus pressants. C'est bien typique de la politique et de l'idéologie du parti conservateur, selon lequel il n'y pas de place dans notre pays pour les régions et les entreprises faibles et plus particulièrement pour les gens faibles qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, ne peuvent pas trouver d'emploi.

Dans son rapport la Commission Forget recommande que l'on retire des sommes importantes des économies provinciales à savoir 210 millions de dollars à Terre-Neuve, 50 millions de dollars à l'Île-du-Prince-Édouard, 130 millions de dollars en Nouvelle-Écosse, 230 millions de dollars au Nouveau-Brunswick, 930 millions de dollars au Québec, 60 millions de dollars en Saskatchewan et 430 millions de dollars en Colombie-Britannique.